

Working Group VII

Working document 5

Groupe de travail VII « Action Extérieure »

Objet : **Document de M. Alain Lamassoure, membre de la Convention**
 – "Politique Étrangère : Quel Rôle Pour L'Union Européenne ?"

Les membres du Groupe de travail VII « Action extérieure » trouveront ci-joint un document de M. Alain Lamassoure, membre de la Convention et du Parlement Européen.

POLITIQUE ETRANGERE : QUEL RÔLE POUR L'UNION EUROPEENNE ?

Pour pouvoir traiter convenablement le problème institutionnel posé par la politique étrangère au sein de l'Union, il paraît utile de commencer par se mettre d'accord sur la répartition des rôles en matière de relations extérieures.

Pour simplifier, on peut distinguer X catégories de sujets.

1. La coopération bilatérale que beaucoup de pays membres entretiennent avec des pays tiers doit naturellement être préservée.

2. La politique de coopération de l'Union pose deux questions :

- *faut-il la coordonner systématiquement avec les politiques nationales ?*

- *En cas de besoin, souhaite-t-on mettre cet outil (budget de 6 milliard d'euros) au service d'une politique étrangère commune (cas d'école des Balkans, du Moyen-Orient, de l'Algérie...)?*

3. Les grandes négociations internationales sur des sujets économiques, sociaux, environnementaux ou techniques : commerce (OMC), finances (FMI, G7), environnement (Kyoto), transports (OACI, OMI), télécommunications etc.

- *Est-on d'accord pour considérer que la compétence interne implique la compétence externe ?*

- *Dans les cas de compétence mixte, est-il possible d'avoir un système de décision plus rapide (cf.exemples donnés par C. PATTEN) et une représentation unique* dans les négociations avec les pays tiers ?

. Les grands sujets de long terme, qui échappent à l'actualité médiatique, mais qui sont importants pour notre sécurité ou notre intérêt : sécurité nucléaire dans l'ex-URSS, enjeu stratégique du pétrole dans le Caucase, conséquences sur le Tiers Monde de nos choix agro-alimentaires etc. Aujourd'hui, personne n'est clairement en charge.

Voulons-nous confier à l'Union le rôle d'une vigie, en charge de la détection de ces dangers ou de ces enjeux, et de la proposition d'une stratégie commune – qui, selon son contenu, relèvera des règles de compétence définies par ailleurs ?

. Les crises internationales de faible intensité, pour lesquelles l'Union peut être un acteur important, voire prépondérant.

- De quels moyens nous dotons-nous pour gérer ces crises en commun ? Moyens diplomatiques, militaires, financiers, sans oublier la faculté de mobilisation effective au moment de la crise, que ne résout pas complètement le projet de Force de réaction rapide.

. Les crises majeures, qui impliquent le Conseil de Sécurité de l'ONU et le partenaire américain. Souhaitons-nous :

- en rester à l'échange permanent d'informations et d'avis ?***
- Rechercher systématiquement une position diplomatique commune ?***
- Mettre en place un système de décision et de mobilisation des moyens qui permettent à l'Union d'agir effectivement au nom des Etats et à leur place ?***
- A défaut, concevoir au moins une procédure d'urgence de décision commune en période de crise ?***

Alain Lamassoure

=====